

ASSOCIATIONS ET COLLECTIFS CITOYENS



- Association pour le développemengt Intégré et la Solidarité Interactive (ADISI-Cameroun)
- Société Camerounaise d'intelligence et de recherche, cabinet de recherche(SCIR)
- Réseau citoyen pour la gouvernance des finances publiques (RECGOFIP)

**OpenGovLoc : La CivicTech
au service de la gouvernance
locale**

Nom du BET / AMO UE, R&I de l'OEACP, ACP, AUF

La démarche s'inscrit dans un
cadre réglementaire

☒ OUI ☐ NON

Code de l'environnement

La démarche est

☐ PONCTUELLE ☒ PÉRENNE

THÈMES

GOUVERNANCE

NUMERIQUE

RÉSUMÉ DE LA DÉMARCHE

Le projet OpenGovLoc, visait à renforcer la transparence et la participation citoyenne dans la gouvernance locale au Cameroun grâce aux technologies civiques (CivicTech). Il a ciblé la redevabilité des élus, l'accès aux données publiques, et l'implication des jeunes. Les activités incluaient une étude nationale sur la e-gouvernance, des formations pour les jeunes et les responsables communaux, ainsi que la digitalisation du Budget Citoyen Local. Des résultats tangibles ont été obtenus : 08 sites web construits, 12 responsables formés, et 6000 personnes touchées en ligne. Malgré des défis logistiques et techniques, le projet a démontré l'impact de la digitalisation pour améliorer le dialogue citoyen et l'engagement des jeunes. Les perspectives incluent l'extension à d'autres communes et le maintien des plateformes interactives pour une gouvernance inclusive.

LA DÉMARCHE

PRÉPARATION

* contexte, qui initie le projet, objectifs poursuivis, date de mise en place du projet, coût total du projet, territoire concerné, transparence des documents et de la démarche depuis sa mise en place, calendrier de suivi, communication, etc.

Le projet OpenGovLoc, initié par l'association ADISI-Cameroun, a constitué une démarche innovante et inclusive pour renforcer la gouvernance locale grâce au numérique et aux CivicTech. Conçu dans un contexte marqué par une faible collaboration entre les citoyens – notamment les jeunes – et les autorités municipales/ élus locaux, ce projet répondait à un paradoxe frappant : un bonne couverture internet et une forte présence des jeunes sur les réseaux sociaux, mais une mobilisation civique limitée autour des politiques publiques locales. Mis en œuvre entre octobre 2023 et Décembre 2024, avec un budget de 117 500 000 FCFA, le projet a couvert l'ensemble du territoire camerounais, en ciblant particulièrement quatre communes pilotes déjà engagées dans des dynamiques de gouvernement ouvert : Makénéné, Eséka, Njombe-Penja et Loum. Il a également inclus 68 communes dans son volet étude et sensibilisation. L'objectif principal était de mettre la CivicTech au service des administrations locales décentralisées et des citoyens pour un meilleur contrôle et implication numérique des politiques publiques locales, **en vue de** :

- Faciliter l'accès à l'information locale ;
- Renforcer le contrôle citoyen des politiques publiques ;
- Impliquer activement les jeunes via les réseaux sociaux.

Une étude nationale a permis d'établir un diagnostic de l'usage du numérique par les jeunes et les communes, identifiant des opportunités pour la e-gouvernance dans 58 départements et 10 régions.

Le projet s'est structuré autour d'activités clés :

- Une étude préliminaire sur les opportunités qu'offrent internet et les réseaux sociaux en général ;
- Des ateliers de formation pour les jeunes et les agents municipaux chargés de la communication ;
- La digitalisation du Budget Citoyen Local (BCL) sous des formats accessibles (bandes dessinées, flyers en langues locales).

La stratégie de communication, centrale au projet, a combiné :

- Canaux digitaux (Facebook, Twitter, WhatsApp) ;
- Supports visuels engageants (T-shirts, banderoles, capsules vidéo).
- Les outils technologiques déployés (sites web municipaux rénovés/ construits, outils de suivi digital offert) ont amélioré l'interaction entre citoyens et élus, favorisant une appropriation effective et une participation directe aux politiques locales.

Aujourd'hui achevé, le projet laisse un héritage durable :

- Une culture numérique citoyenne ancrée ;
- Des feuilles de route pour les communes en matière de communication, consolidée par des accords de collaboration ;
- Des perspectives d'extension à l'échelle nationale.

Ce projet s'impose comme une référence en innovation démocratique et gouvernance locale ouverte au Cameroun

ÉTAPES ET DÉROULEMENT

* réalisation, animation, méthode, outils, prise en compte des citoyens à chaque étape, reconnaissance de la maîtrise d'usage, scénarios alternatifs, obstacles ou aléas rencontrés, innovations, etc.

Ce projet a accompli des progrès remarquables en matière de participation citoyenne et de transparence des politiques publiques locales. Il s'est distingué par la formation de 63 collecteurs de données et 12 responsables de communication communaux, ainsi que par la réalisation d'une étude nationale ambitieuse couvrant 10 régions et 120 communes, avec un échantillonnage représentatif de 11 600 personnes. L'animation du projet s'est appuyée sur des ateliers de formation, des bootcamps ciblés sur la communication digitale, et des campagnes digitales et physiques de sensibilisation, conduites avec le soutien d'influenceurs et de mascottes locales pour garantir l'adhésion de la jeunesse. Les méthodes déployées ont combiné enquêtes de terrain, ateliers participatifs, présentations publiques et digitalisation d'outils de gouvernance, à l'image du Budget Citoyen Local (BCL) présenté sous forme de bande dessinée ou de flyer en langue locale.



LA DÉMARCHE

Les outils mobilisés comprenaient des plateformes numériques (sites web municipaux enrichis de rubriques OpenData, appels d'offres, etc.), des réseaux sociaux (Facebook, WhatsApp) et des équipements informatiques remis à certaines communes. Le projet a impliqué les citoyens à chaque étape, notamment les jeunes, grâce à un partenariat fort avec le Conseil National de la Jeunesse du Cameroun (CNJC). Leur maîtrise d'usage a été pleinement reconnue et intégrée, aussi bien dans la collecte des données que dans l'analyse et la restitution des résultats.

Des scénarios alternatifs ont été anticipés pour répondre aux obstacles rencontrés, comme la difficulté de mobilisation dans certaines zones reculées, les aléas climatiques, les changements d'exécutifs municipaux, ou encore les problèmes de connectivité. Les innovations majeures du projet incluent l'utilisation stratégique des réseaux sociaux pour stimuler l'engagement citoyen, la création de plateformes interactives (notamment via WhatsApp) pour faciliter les échanges entre citoyens et élus, et la mise en place de feuilles de route digitales pour les communes.

Les communes prioritaires ayant servi de fer de lance pour les expérimentations pilotes sont Makénéné, Eséka, Njombe-Penja et Loum. Ces localités ont été choisies pour leur engagement dans les réformes numériques, leur connectivité internet favorable, et la mobilisation active de leur jeunesse. Grâce à ces actions concertées, OpenGovLoc a jeté les bases d'une gouvernance locale plus inclusive, participative et transparente, alignée sur les principes du Gouvernement Ouvert.

IMPLICATION DES DIFFÉRENTS ACTEURS & ACTRICES

*** parties prenantes, publics cibles, publics éloignés (nombre de personnes concernées), présence de contradictoire durant la démarche (quand (calendrier) et comment, quelles implications ?) etc.**

Le projet OpenGovLoc a mobilisé une riche diversité d'acteurs et de parties prenantes à travers tout le Cameroun. Outre les administrations locales décentralisées, les citoyens – notamment les jeunes, les responsables de la communication communale, et les collecteurs de données, le projet a également impliqué des influenceurs, des artistes et des experts de la CivicTech pour garantir un ancrage culturel et social fort. Les communes prioritaires identifiées pour l'implémentation stratégique étaient Makénéné, Eséka (Centre), Njombe-Penja et Loum (Littoral), sélectionnées pour leur ouverture aux réformes, leur connectivité et leur jeunesse active. D'autres communes comme Gaschiga, Lagdo, Mbankomo, et plusieurs réparties dans les dix régions du pays, ont été intégrées dans la dynamique globale.

Les publics cibles ont inclus près de 15 000 jeunes, dont **80 directement impliqués dans les politiques locales, 12 responsables de communication formés via un Bootcamp intensif, et 63 collecteurs de données mobilisés dans 10 régions, 47 départements et 120 communes. Le projet a permis de toucher environ 6 000 personnes en ligne, à travers des plateformes interactives telles que WhatsApp, Facebook et des sites web municipaux renforcés.



LA DÉMARCHE

Cependant, des difficultés d'accès aux zones reculées ont freiné l'implication de certains publics, notamment par manque de candidats locaux, instabilité sécuritaire ou faible couverture Internet. Ces défis n'ont toutefois pas freiné l'élan général du projet, qui a su intégrer une démarche contradictoire et participative via des ateliers de formation, des campagnes digitales et physiques, ainsi que la présentation officielle des résultats à Yaoundé devant 126 participants issus de la société civile, du monde universitaire, des institutions diplomatiques et des ministères.

Enfin, le coaching post-Bootcamp et les outils numériques mis à disposition ont permis de pérenniser les acquis et de maintenir un dialogue actif entre jeunes, citoyens et autorités locales, dans un esprit de feedback continu, de maîtrise d'usage valorisée, et de renforcement de la culture numérique locale

RETOURS

*** évaluation en interne par le porteur de projet et par les citoyens, impact de la démarche sur le projet, suivi (retour auprès des habitants, continuité de l'association), expérience des citoyens, réussite ou échec et raisons ?**

Le projet OpenGovLoc a permis d'évaluer tant les succès que les défis rencontrés lors de sa mise en œuvre. La réalisation des activités du projet a abouti aux résultats significatifs, notamment la formation de 63 collecteurs et 12 responsables de communication, la production d'une étude nationale sur la participation citoyenne, et la création de 8 sites web pour les communes. Cependant, des difficultés opérationnelles ont été identifiées, telles que le manque de candidats dans les zones éloignées, des problèmes de connexion internet, et une faible réactivité des communes. Les citoyens, particulièrement les jeunes, ont joué un rôle moteur dans le projet, utilisant les réseaux sociaux pour renforcer le contrôle des politiques publiques et favoriser un dialogue constructif avec les autorités locales.

L'impact du projet inclut une meilleure transparence des données publiques et une participation accrue des jeunes, bien que certaines communes aient montré une implication limitée. Les leçons apprises soulignent l'importance de la digitalisation et de l'engagement des jeunes, tandis que les perspectives visent à étendre l'initiative à davantage de communes et à pérenniser les plateformes interactives. Globalement, le projet est une réussite en termes de sensibilisation et d'outillage, mais son efficacité à long terme dépendra de l'amélioration des conditions opérationnelles et de l'engagement continu des parties prenantes.